

SOCIO-POLITIQUES

et perspectives d'avenir

(3<sup>e</sup> partie)

Que ces révolutions soient l'objet d'apologie ou de critiques à l'endroit de certaines de leurs pratiques, celles-ci demeurent présentes dans nombre de productions littéraires et constituent une source de comparaison ou de référence dans la majeure partie du tiers-monde. L'intention n'est pas de formuler des reproches ni de désigner un bouc émissaire, si l'on se limite à évoquer les faits de la guerre de libération et parfois même en personnifiant ceux-ci à rappeler la guerre d'usure menée à l'intérieur entre frères d'hier et à laisser combler les vides historiques qui ont précédé et accompagné la révolution par les experts du nouveau colonialisme au cours des cinquante dernières années. Il y a cinq écrivains, à leur tête Benjamin Stora, qui se partagent avec des disciples algériens les gloires autant que les malheurs de la mémoire, pendant que d'autres chez nous se disputent à propos de détails parfois secondaires. Tout ceci a eu pour conséquence de dissiper la concentration sur le projet de société dont les fondements majeurs ont été définis par le Manifeste du 1<sup>er</sup> novembre. Certains courants ont estimé que la simple appartenance verbale à ce projet, tel un spot publicitaire ou des célébrations occasionnelles, est suffisant pour faire connaître le projet, le faire adopter et l'entourer de la crédibilité acquise par nos aînés les martyrs, sans procuration de quiconque, crédibilité qui auréole les moudjahidine fidèles aux sacrifices des martyrs, ceux-là mêmes qui ont semé avec abnégation les graines de ces sacrifices dans l'esprit des enfants et des petits-enfants.

**Le changement, comment ? pourquoi ?**  
Nous nous demandons aujourd'hui, un demi-siècle après la libération de l'Algérie du colonialisme direct, quelles sont les grandes questions ayant un impact sur l'évolution du changement, c'est-à-dire comment se fera-t-il ? Quel est son but, autrement dit, pourquoi changeons-nous ? Pourquoi changeons-nous l'état des lieux ? Quelles sont donc les questions qui pourraient attirer l'attention des politiques et des intellectuels ou ce qu'on appelle l'intelligentsia de notre pays pour ce qui reste de cette décennie et les quelques décennies à venir ? Nous répondrons comme suit au grand questionnaire précédent en énumérant des priorités ayant très probablement une dimension stratégique durable :  
1- Notre unité nationale trouve sans aucun doute ses racines et ses repères dans son expérience historique ancestrale et actuelle, elle trouve appui dans une documentation scientifique ainsi que dans la création d'approches enracinant le consensus quant à ses composantes. Mais aujourd'hui, et à la lumière des changements en cours, ces repères devraient reposer davantage sur un Etat fort de son peuple et de ses institutions jouissant de la confiance des citoyens qu'il protège tant à l'intérieur qu'à l'extérieur et que la majorité de ces citoyens soient convaincus de la sagesse et de la justice de ses gouvernants et fiers de porter la nationalité algérienne, tout en œuvrant avec l'Etat pour que celui-ci gagne le respect des autres nations, en sachant qu'un petit nombre de «harraga» suffit à affecter la réputation de milliers de personnes portant cette nationalité.  
2- L'Algérie partage des frontières géographiques avec sept pays arabes et africains

ainsi qu'une histoire culturelle et populaire commune dont l'importance s'est manifestée particulièrement durant la lutte de libération. Cette relation de partage a ensuite connu des fluctuations jusqu'aux débuts des années 1980 du siècle passé. Mais le colonialisme et ses anciens mandataires avec des appellations nouvelles ont maintenu leur forte emprise sur leurs zones d'influence notamment à l'ouest de l'Afrique. Il est derrière beaucoup de coups d'Etat et de transactions suspectes visant à piller les richesses de ces pays dans des ventes aux enchères publiques et secrètes, telle la traite des esclaves pour la construction de l'Europe et des Etats-Unis.  
Il serait juste de rappeler que l'Algérie a œuvré durant le demi-siècle passé à n'avoir aucun problème avec les pays voisins arabes et africains, en dépit des tentations de certains pays voisins, voire leurs tentatives de l'amputer de quelques parties de son entité qu'ils estiment gigantesques, tandis que d'autres ont tenté de la dissuader de se renforcer de crainte injustifiée que l'Algérie ne devienne la Prusse de l'Afrique avec un Kaiser conquérant, alors qu'elle ne nourrissait aucune visée agressive. Il est utile de nommer les parties par leurs noms ; que la France à travers ses cinq Républiques constitue l'un des obstacles forts qui s'est érigée contre la présence de l'Algérie sur la scène africaine et particulièrement dans l'ouest limitrophe à notre pays. Ajoutons à cela le manque d'investissement sur la réputation de la révolution et les aides importantes aux mouvements de libération, du sud jusqu'à l'ouest de l'Afrique, sans ingérence dans les affaires de ces pays après leur indépendance. L'Algérie continue sans doute à jouir du respect de ces pays et sa parole est entendue dans le concert des nations africaines. Toutefois, après l'inversement de l'équilibre des puissances depuis la fin des années 1980 et la régression du mouvement de libération et après que les apparences commémoratives du Mouvement des non-alignés et du groupe des 77 ont primé sur les positions anti-hégémoniques et anti-agression, ils ont tous oublié qu'un jour, ce même groupe a revendiqué, sur initiative de l'Algérie, un système économique médiatique juste et équitable. Quant aux autres organisations, à l'instar de l'Union africaine appelée auparavant Organisation de l'unité africaine (OUA), elles sont occupées par la série de troubles et de coups d'Etat survenus en Afrique, souvent animés par les anciens colonisateurs qui jouent le rôle de pyromanes. La Ligue arabe est quant à elle devenue l'opposé de ce que son nom indique ; elle ne réunit plus les Etats, elle appelle l'Alliance atlantique à attaquer un tel Etat membre après l'avoir étouffé puis piégé pour ensuite le détruire ou à geler l'adhésion d'un autre Etat et œuvre en secret ou même publiquement à le pousser vers la guerre civile sous prétexte de défendre les droits du peuple à la liberté et à la démocratie, comme si tous les pays membres de cette Ligue jouissaient totalement de la démocratie et des droits de l'homme et du citoyen.

**Le Manifeste du 1<sup>er</sup> novembre 1954 a fondé le projet de société et de l'Etat algérien moderne, et il est du droit des partis et courants politiques au sein de la société civile qui gravitent autour de celui-ci, de proposer des programmes de mise en œuvre, dans le cadre général, dudit manifeste, programmes tendant à trouver des solutions aux questions actuelles et l'évolution probable dans l'avenir.**

me et du citoyen. L'Organisation de la coopération islamique qui est la plus grande après l'Organisation des non-alignés ; ses Etats membres sont soit occupés par les soulèvements internes et les guerres fratricides, ou attendent les instructions de Washington ou de Bruxelles même pour ce qui est des relations qui les lient. Dans leurs résolutions, prédominant des préambules sans portée qui n'apportent à l'Islam et aux musulmans que des invocations de patience face à l'oppression et la délivrance par Dieu le Tout Puissant. L'Algérie n'a aucunement tenté d'imposer un quelconque leadership sur toutes ces organisations et le fait de la blâmer ou de craindre son influence et sa position dans le paysage continental, régional et international est probablement ce qu'on appelle la carte d'antécédents révolutionnaires pour la libération que le néo-colonialisme considère comme un casier judiciaire qu'il est impératif de mettre sous contrôle avec des empreintes ou un code source ouvert qui indique aussi bien au loin-tain qu'au proche qu'il défend sa souveraineté nationale et soutient le droit des peuples à l'auto-détermination ; et ce sont là des principes fixes, bien que certains tributaires du colonialisme chez nous et les béni oui-oui vous diront que cela appartient à des temps révolus et qu'elles sont vaines aujourd'hui et qu'il est impératif d'adopter la real policy qui nous est imposée et qu'il y a lieu de se repentir et de reconnaître la raison d'Etat, autrement dit, d'adhérer à ceux qui s'agenouillent et se prosternent devant l'hégémonie étrangère.

3- Les richesses du sol et du sous-sol de l'Algérie appartiennent au peuple algérien et à son Etat- nation ; leur dilapidation et leur cession sont un crime impardonnable, et toute menace à son exploitation est une menace au pays qui permet sinon de voir ses partenaires participer à l'exploitation de ces richesses afin de développer la production selon le taux de 49-51 et de partager le gain équitablement, ou ce qu'on appelle un partenariat (gagnant-gagnant), notamment s'il est accompagné d'un plan sérieux qui permettrait aux cadres compétents d'acquérir le savoir-faire exigé dans ce domaine vital. Bien que les techniques renouvelables en développement continu se trouvent essentiellement outre-Atlantique, outre Méditerranée et outre-Pacifique, notre opinion publique a le droit de s'interroger sur le combien et le comment de l'expérience acquise par notre pays après quelques quarante années du recouvrement par l'Etat de ses droits sur ces richesses au jour mémorable du (24/02/1971 24/02/2012) ? Y a-t-il une évaluation objective qui permettrait de déterminer les points de faiblesse et leurs causes ainsi que les points forts et la manière d'en bénéficier ?

**- La corruption tentaculaire : de la lutte à la prévention institutionnelle**  
Nous ne faisons pas allusion ici au fléau

de la corruption dans ce secteur et bien d'autres, qu'il soit apparent ou caché, et ce, pour deux raisons qui n'ont aucun rapport avec l'utilisation à des fins politiques :  
**Premièrement** : C'est la raison la plus importante, il s'agit de prévenir le mal de ce fléau, chose qui ne peut se faire en dehors des instances de contrôle qui sont censées veiller à appliquer les lois qui protègent la société en assumant pleinement leur responsabilité ; et dans ce cas, il est naturel qu'on leur accorde une grande considération ; elles tireront les sonnettes d'alarme pour sanctionner toute personne ou groupe de personnes qui soit tenté ou manipulé à l'intérieur ou à l'extérieur, ayant la certitude qu'il ne bénéficieront ni de l'immunité ni de la protection de qui que ce soit. A ce propos, nous n'aurons de cesse de rappeler à nos collègues au sein de cette institution qu'il est préférable de ne pas faire de lois plutôt que de les faire et ne pas les appliquer car ceci affaiblira sans aucun doute l'institution et affectera la crédibilité de l'Etat. Quelle que soit l'objectivité des normes adoptées au sein de l'organisation Transparency International, la 150<sup>e</sup> position sur les 174 pays exige un traitement urgent même s'il faut recourir aux remèdes de cheval.  
**Deuxièmement** : La condamnation de la corruption et l'identification de ses barons et de leurs complices est nécessaire sinon utile pour les médias ; c'est une pratique souhaitable pour la liberté d'expression aux fins d'aider les autres instances à mettre à nu les nids de corbeaux. Cependant, elle a un effet collatéral nuisible et négatif dont profitent les personnes de mauvaise foi pour ternir l'image de l'Algérie tout entière et dissuader ainsi les étrangers à coopérer avec elle. Il existe sans aucun doute en Algérie, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, des hommes et des femmes intègres et non souillés. Il est donc désolant de généraliser et de dire que tout le monde est corrompu et de sacrifier même ceux qui se sont dévoués pour le pays et qui ont œuvré à perfectionner leur travail sans attendre ni reconnaissance ni remerciements.  
4- Le début du processus démocratique en Algérie remonte selon beaucoup d'historiens à la fin des années 1980, suite aux événements d'octobre 1988 qui se sont étendus sur tout le territoire national. Certaines institutions de l'Etat ont payé un lourd tribut et le Front de libération nationale a été particulièrement contesté et tenu pour responsable de l'issue de la situation désastreuse du pays. Toutefois, il convient de mentionner que la cause en était d'une part la privatisation anarchique, parfois la vengeance du régime précédent, d'une part, et d'autre part, la pression de la rareté des ressources de l'Etat induites par la chute drastique des prix des hydrocarbures sur ordre des grands producteurs d'hydrocarbures au service du cartel américain et européen ainsi que l'imposition par le Fonds monétaire international d'une série de procédures relatives à l'endettement, l'austérité et le licenciement des travailleurs, l'encouragement à la privatisation et la dévaluation drastique du dinar dans un pays qui n'exporte presque rien en dehors des produits bruts, notamment les hydrocarbures.

**M. L. O. K.  
(A suivre)**